Burundi : La société civile veut plus d'espaces pour un dialogue avec le pouvoir

@rib News, 07/12/2011 â€“ Source XinhuaLes organisations de la sociÃ©tÃ© civile burundaise ont organisÃ© ce mercredi la JournÃ©e de la SociÃ©tÃ© Civile au cours de laquelle elles rÃ©clament plus d'espaces pour un dialogue tant avec les pouvoirs exÃ©cutif et lÃ©gislatif, selon le dÃ©lÃ©guÃ© gÃ©nÃ©ral du Forum pour le Renforcement de la SociÃ©tÃ© Civile (FORSC).Â« qu'il est important qu'on ait davantage des cadres de dialogue entre le gouvernement et la sociÃ©tÃ© civile mais aussi entre la sociÃ©tÃ© civile et les parlementairesÂ Â», a rÃ©clamÃ© Pacific Nininahazwe.
Le FORSC rÃ©clame davantage d'espaces de dialogue avec lâ€™exÃ©cutif et les parlementaires puisqu'il y a ces derniers temps un climat de malentendus entre le pouvoir et la sociÃ©tÃ© civile, les medias et les avocats au Burundi.Â«Â Il y a aujourd'hui un discours qui stigmatise l'action de la sociÃ©tÃ© civile en la simulant Ã l'opposition politique. Ce qui nous fait mal ; nous attendons probablement qu'il y ait une correction au niveau de ce discours officiel. Nous avons aussi des difficultÃ©s de nous faire comprendre auprÃ¨s de certains pouvoirs publics, surtout quand il s'agit d'organisations qui travaillent sur les questions des droits de l'hommeÂ Â», explique la responsable du FORSC.Le FORSC a saluÃ© tout de mÃªme des Ã©volutions qui ont Ã©tÃ© enregistrÃ©es au cours de cette annÃ©e. Il y a moyen de citer la rÃ©habilitation du FOR par le ministÃ¨re de l'IntÃ©rieur en janvier 2011 avec lequel il y avait un climat trÃ¨s tendu ; la libÃ©ration du journaliste Jean Claude Kavumbagu de l'agence en ligne NetPress au mois de mai 2011 ; la mise en place concertÃ©e de la Commission Nationale IndÃ©pendante des Droits de l'Homme et l'organisation des Ã©tats-gÃ©nÃ©raux Ã Gitega au centre du Burundi au mois d'aoÃ»t 2011.